

OFFICE OF
THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER



BUREAU DU
DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Suivi de la mise en œuvre du Plan de dépenses du gouvernement : premier semestre de 2012

Ottawa, Canada
Le 19 décembre 2012
www.pbo-dpb.gc.ca

Points essentiels :

- Dans le but d'aider les parlementaires à suivre la mise en œuvre des compressions des dépenses prévues au budget de 2012, le directeur parlementaire du budget (DPB) a examiné les rapports financiers trimestriels de toutes les organisations et évalué la quantité d'informations fournies sur les économies, le personnel et les niveaux de service.
- Le gouvernement s'est engagé à faire rapport des réductions dans le budget de 2012 « par les moyens normaux, y compris les budgets des dépenses, les rapports financiers trimestriels et les Comptes publics ».
 - Malgré cet engagement, la plupart des renseignements concernant les économies prévues dans le budget de 2012 se retrouvent exclusivement dans des rapports spéciaux, dans les sites Web des organisations.
 - Le DPB a demandé à obtenir, en vain, les plans de dépenses concernant les mesures de restriction du budget de 2012, notamment la ventilation des compressions par activité de programme, y compris les réductions d'emploi et l'incidence sur les niveaux de service. Néanmoins, les parlementaires sont tenus de voter sur différents aspects du plan de dépenses du gouvernement. Les Comptes publics seront publiés environ 200 jours après la fin de l'exercice et ne peuvent donc être examinés directement.
- En ce qui concerne la divulgation de données sur les compressions prévues au budget de 2012 :
 - Plus des trois quarts des organisations gouvernementales ont fourni certains renseignements sur les économies prévues au budget de 2012 (la plupart dans des rapports spéciaux).
 - Un peu moins d'un dixième des organisations ont fourni des renseignements sur les réductions de personnel; seuls 38 équivalents temps plein ont été mentionnés. Cette valeur est bien inférieure aux 10 980 postes que le gouvernement affirme avoir aboli au cours du premier semestre.
 - La divulgation de renseignements sur l'incidence des réductions sur les niveaux de service est inégale d'une organisation à l'autre; moins de la moitié ont fourni des détails à ce sujet.
- Les parlementaires voudront peut-être demander que les informations qui ne figurent pour le moment que dans les rapports spéciaux deviennent un élément permanent des rapports trimestriels

Rédigé par : Jason Stanton*

* Pour plus de renseignements, communiquez avec Jason Jacques (courriel : jason.jacques@parl.gc.ca).

1 Contexte

Le directeur parlementaire du budget (DPB) a entre autres pour mandat de « fournir au Sénat et à la Chambre des communes, de façon indépendante, des analyses de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et des tendances de l'économie nationale¹ ». Pour s'acquitter de cette obligation, le DPB assure le suivi permanent des dépenses fédérales en cours d'année, à mesure qu'est mis à exécution le Plan des dépenses du gouvernement (le budget des dépenses).

Dans les trois derniers plans de restriction budgétaire, le gouvernement s'est donné pour objectif de « rétablir l'équilibre budgétaire à moyen terme² ». Comme l'ont remarqué les parlementaires, la divulgation d'informations sur l'incidence de ces initiatives ne s'est pas faite sur une base régulière, soit parce que les organismes fédéraux ne fournissent par l'information à temps, soit parce que les renseignements fournis ne sont pas suffisamment détaillés. Prenant acte de la situation, le gouvernement s'est engagé à « continuer de faire rapport au Parlement par les moyens normaux, y compris les budgets des dépenses, les rapports financiers trimestriels et les Comptes publics³ ».

Comme l'a souligné le DPB dans des rapports précédents, le processus d'établissement de rapports trimestriels du gouvernement permet aux parlementaires et aux Canadiens d'obtenir des données et des informations utiles sur les activités fédérales pendant une année. Les ministères et organismes fédéraux ont l'obligation légale de produire des rapports financiers trimestriels 60 jours après la fin de chaque trimestre, sauf du dernier, puisque l'information voulue se retrouve dans les rapports ministériels annuels sur le rendement⁴.

¹ <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-1/TexteComplet.html?term=79.2>. Consulté en décembre 2012.

² <http://www.budget.gc.ca/2012/plan/toc-tdm-fra.html>, p 233.

³ Consulté en décembre 2012.

<http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Language=F&Mode=1&Parl=41&Ses=1&DocId=5651270#int-7630787>.

⁴ Consulté en décembre 2012.

⁵ <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/f-11/page-32.html>. Consulté en décembre 2012.

À partir du rapport sur le premier trimestre de l'exercice 2012-2013, paru en octobre, le DPB continue d'assurer le suivi des rapports trimestriels des ministères et organismes et de mettre en lumière les données pertinentes sur lesquelles les parlementaires peuvent se fonder pour faire leurs examens et prendre des décisions.

2 Méthodologie

Au début de décembre, le DPB a passé en revue chacun des rapports du deuxième trimestre de 2012-2013 afin de déterminer s'il y a eu des améliorations concernant les principales divulgations évaluées dans les rapports précédents⁵. En outre, le DPB a analysé en profondeur la divulgation relative à l'examen stratégique et fonctionnel par rapport au budget de 2012, examinant les données fournies sur les économies, le personnel et les niveaux de service (tableau 1)⁶. Il s'est attardé particulièrement aux compressions de personnel, le gouvernement ayant annoncé l'abolition de 10 980 ETP au cours du premier semestre de l'année.

Comme il l'a fait dans ses rapports précédents, le DPB a évalué et placé les chaque rapport financier trimestriel dans l'une des trois catégories suivantes :

- Le rapport *divulgue* l'information requise;
- Le rapport *ne divulgue pas* l'information requise;
- La divulgation *n'est pas applicable* (p. ex. l'organisation n'a pas été touchée par l'examen stratégique et fonctionnel prévu dans le budget de 2012).

⁵ http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Monitoring%20Implementation%20of%20the%20Government's%20Expense%20Plan%20QRD2012Q1_FR.pdf

Consulté en décembre 2012.

⁶ L'examen du DPB ne comprenait pas une vérification de la conformité aux normes applicables du Conseil du Trésor et à d'autres obligations légales.

Tableau 1

Divulgations évaluées par le DPB

Rapprochement	<i>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</i>
Détail	<i>Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le budget des dépenses?</i>
Incidence financière	<i>Le rapport précise-t-il l'incidence financière de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</i>
Personnel	<i>Le rapport précise-t-il l'incidence sur le personnel de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</i>
Niveaux de service	<i>Le rapport précise-t-il l'incidence sur les niveaux de service de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</i>

3 Aperçu des résultats

L'annexe A contient la matrice d'évaluation de tous les rapports correspondant au deuxième trimestre de 2012-2013.

Dans l'ensemble, le processus d'établissement de rapports trimestriels du gouvernement permet d'obtenir davantage de détails utiles sur les activités courantes. À quelques exceptions près, toutes les organisations ont publié des rapports dans le délai prescrit de 60 jours⁷. Dans son analyse, le DPB a déterminé que :

- pratiquement toutes les organisations expliquent les changements concernant les autorisations de dépenser par rapport à l'année précédente;
- chaque organisation énumère les autorisations législatives et votées présentées dans les documents du budget.

⁷ En particulier, le MDN, qui compte pour plus de 20 % des économies prévues au budget de 2012, n'a pas publié son rapport dans le délai obligatoire de 60 jours.

En même temps, la divulgation concernant l'incidence du budget de 2012 sur les économies, le personnel et les niveaux de service demeure irrégulière d'une organisation à l'autre⁸.

Économies

La majorité des ministères présentent de façon détaillée (par activité de programme) les économies qui les concernent dans leur site Web respectif. Toutefois, un grand nombre d'entre eux (82 %) n'incluent pas cette information dans leur rapport trimestriel, conformément à l'engagement du gouvernement. Elle est plutôt présentée dans un document distinct intitulé *Données supplémentaires sur la mise en œuvre du budget de 2012*.

Personnel

La plupart des organisations ne divulguent pas de données sur les réductions de personnel. Moins de 10 % ont fait état du nombre d'équivalents temps plein (ETP) éliminés, soit 38 postes au total. En comparaison, le gouvernement a annoncé avoir éliminé 10 980 postes dans la fonction publique au cours des six premiers mois de l'exercice⁹. Il est donc impossible de rapprocher les informations fournies par le gouvernement et les chiffres réels issus des organisations individuelles.

Niveaux de service

Moins de la moitié des organisations indiquent clairement si le budget de 2012 aura une incidence sur leurs services. C'est étonnant, car on pourrait s'attendre à ce que l'élimination de 10 980 postes ait un impact concret sur les activités, surtout que pratiquement toutes les réductions de dépenses ne sont pas liées aux services administratifs (les services internes)¹⁰.

⁸ Le Bureau de la sécurité des transports est l'un de ces organismes ayant divulgué des informations pertinentes dans toutes les catégories.

⁹ <http://www.tbs-sct.gc.ca/media/nr-cp/2012/1116-fra.asp>. Consulté en décembre 2012.

¹⁰ http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/get/resources/77?path=%2Ffiles%2Ffiles%2FResearch+Resources%2FSavings_Breakdown_Program_Activites_Nov8Final.xlsx. Consulté en décembre 2012.

4 Conclusions

Les rapports trimestriels constituent une source utile de données et d'information pour les parlementaires puisqu'ils leur permettent d'évaluer les activités des ministères et des organismes au cours d'une année. Même si la qualité de ces rapports s'est améliorée, il y a toujours un manque de régularité dans la qualité des divulgations, notamment en ce qui concerne l'incidence des compressions annoncées dans le budget de 2012 sur les activités des organisations.

L'inégalité des détails fournis dans les rapports trimestriels laisse croire qu'il y a « place à amélioration » pour ce qui est d'uniformiser l'information disponible sur la « mise en œuvre du budget de 2012 » dans chacune des organisations.

Demander à tous les ministères de fournir une mise à jour trimestrielle sur les économies, les

compressions de personnel et l'incidence sur les niveaux de service permettrait aux parlementaires de suivre l'effet des mesures sur les activités du gouvernement et de la fonction publique, à mesure qu'elles sont appliquées.

Quoi qu'il en soit, les rapports trimestriels ne déchargent pas le gouvernement de son obligation de déposer des plans de dépenses avant l'étude des autorisations de dépenser par les parlementaires. En vertu de la Constitution et de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le gouvernement doit justifier toutes les demandes de dépenses de fonds publics. Actuellement, les parlementaires n'ont pas en main les plans de dépenses des ministères et organismes qui vont de pair avec le budget de 2012.

Le DPB continuera d'assurer le suivi des rapports financiers trimestriels afin d'évaluer l'incidence des compressions prévues au budget de 2012 sur les dépenses des ministères et organismes.

Suivi de la mise en œuvre du Plan de dépenses du gouvernement : premier semestre de 2012

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Détail	Incidence financière	Personnel	Niveaux de service
<p>Bleu foncé = Oui Rouge = Non Bleu pâle = Sans objet</p>	<p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p>	<p>Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence financière de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence sur le personnel de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence sur les niveaux de service de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada					
Agriculture et Agroalimentaire Canada					
Procréation assistée Canada	Aucun rapport sur le site Web				
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Agence des services frontaliers du Canada					
Conseil canadien des relations industrielles					
Agence du revenu du Canada					
École de la fonction publique du Canada					
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs					
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail					
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Comité des griefs des Forces canadiennes					
Commission canadienne des grains					
Patrimoine Canada					
Commission canadienne des droits de la personne					
Tribunal canadien des droits de la personne	Aucun rapport sur le site Web				
Instituts de recherche en santé du Canada					
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
Agence canadienne de développement international					

Suivi de la mise en œuvre du Plan de dépenses du gouvernement : premier semestre de 2012

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Détail	Incidence financière	Personnel	Niveaux de service
<p>Bleu foncé = Oui Rouge = Non Bleu pâle = Sans objet</p>	<p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p>	<p>Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence financière de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence sur le personnel de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence sur les niveaux de service de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>
Tribunal canadien du commerce extérieur	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Rouge	Rouge
Agence canadienne de développement économique du Nord	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Rouge	Bleu foncé
Commission canadienne de sûreté nucléaire	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé
Commission canadienne des affaires polaires	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Rouge	Bleu foncé
Agence spatiale canadienne	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé
Office des transports du Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé
Citoyenneté et Immigration Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Rouge	Bleu foncé
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé
Commission du droit d'auteur	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé
Enquêteur correctionnel du Canada	Rouge	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé
Service correctionnel du Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Rouge	Bleu foncé
Service administratif des tribunaux judiciaires	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé
Ministère des Finances du Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Rouge	Bleu foncé
Ministère de la Justice du Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé
Agence de développement économique pour les régions du Québec	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Rouge	Bleu foncé
Environnement Canada	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Bleu foncé	Bleu foncé	Bleu foncé	Rouge	Bleu foncé

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Détail	Incidence financière	Personnel	Niveaux de service
<p>Bleu foncé = Oui Rouge = Non Bleu pâle = Sans objet</p>	<p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p>	<p>Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence financière de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence sur le personnel de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence sur les niveaux de service de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>
Agence de la consommation en matière financière	Bleu foncé		Bleu pâle		
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	Bleu foncé		Rouge		
Pêches et Océans Canada	Bleu foncé		Rouge		
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	Bleu foncé		Bleu pâle		
Santé Canada	Bleu foncé		Rouge		
Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences	Bleu foncé		Rouge		
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	Bleu foncé		Rouge		
Industrie Canada	Bleu foncé		Rouge		
Infrastructure Canada	Bleu foncé		Bleu pâle		
Bibliothèque et Archives Canada	Bleu foncé		Rouge		
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	Aucun rapport sur le site Web				
Commission des champs de bataille nationaux	Bleu foncé				
Ministère de la Défense nationale et Forces canadiennes	Aucun rapport sur le site Web				
Office national de l'énergie	Bleu foncé		Bleu pâle		
Office national du film	Bleu foncé		Rouge		
Conseil national de recherches Canada	Bleu foncé		Rouge		
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	Bleu foncé		Bleu pâle		
Ressources naturelles Canada	Bleu foncé		Rouge		

Suivi de la mise en œuvre du Plan de dépenses du gouvernement : premier semestre de 2012

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Détail	Incidence financière	Personnel	Niveaux de service
<p>Bleu foncé = Oui Rouge = Non Bleu pâle = Sans objet</p>	<p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p>	<p>Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence financière de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence sur le personnel de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence sur les niveaux de service de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
Administration du pipe-line du Nord					
Bureau du vérificateur général du Canada					
Bureau du directeur général des élections du Canada					
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale					
Commissariat au lobbying du Canada					
Commissariat aux langues officielles					
Bureau du Commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications					
Service des poursuites pénales du Canada					
Commissariat à l'information du Canada					
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada					
Commissariat à l'intégrité du secteur public					
Bureau du Secrétaire du Gouverneur général					
Bureau du surintendant des institutions financières					
Parcs Canada					
Commission des libérations conditionnelles du Canada					

Suivi de la mise en œuvre du Plan de dépenses du gouvernement : premier semestre de 2012

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Détail	Incidence financière	Personnel	Niveaux de service	
<p>Bleu foncé = Oui Rouge = Non Bleu pâle = Sans objet</p>	<p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p>	<p>Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence financière de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence sur le personnel de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence sur les niveaux de service de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>	
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	Bleu foncé			Rouge		
Bureau du Conseil privé	Bleu foncé			Rouge		
Secrétariat de la Commission des nominations publiques	Bleu foncé			Bleu pâle		
Agence de la santé publique du Canada	Bleu foncé			Rouge		
Sécurité publique Canada	Bleu foncé			Rouge		
Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	Bleu foncé			Bleu pâle		
Commission de la fonction publique	Bleu foncé			Rouge		
Commission des relations de travail dans la fonction publique	Bleu foncé			Bleu pâle		
Tribunal de la dotation de la fonction publique	Bleu foncé			Bleu pâle		
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	Bleu foncé			Rouge	Bleu foncé	
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	Bleu foncé			Bleu pâle		
Greffe du Tribunal de la concurrence	Bleu foncé			Bleu pâle		
Greffe du Tribunal des revendications particulières	Bleu foncé			Bleu pâle		
Gendarmerie royale du Canada	Bleu foncé			Rouge	Bleu foncé	
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	Bleu foncé			Bleu pâle		
Services partagés Canada	Bleu pâle	Bleu foncé			Rouge	
Conseil de recherches en sciences humaines	Bleu foncé			Rouge	Bleu foncé	
Statistique Canada	Bleu foncé			Rouge	Bleu foncé	
Condition féminine Canada	Bleu foncé			Bleu pâle		
Cour suprême du Canada	Bleu foncé			Bleu pâle		
Transports Canada	Bleu foncé			Rouge		

Annexe A : Matrice d'évaluation	Rapprochement	Détail	Incidence financière	Personnel	Niveaux de service
<p>Bleu foncé = Oui Rouge = Non Bleu pâle = Sans objet</p>	<p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p>	<p>Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence financière de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence sur le personnel de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>	<p>Le rapport précise-t-il l'incidence sur les niveaux de service de l'application de la troisième série de compressions prévues au budget de 2012?</p>
Tribunal d'appel des transports du Canada	Bleu foncé		Bleu pâle		
Bureau de la sécurité des transports du Canada	Bleu foncé				
Secrétariat du Conseil du Trésor	Bleu foncé			Rouge	
Anciens Combattants Canada	Bleu foncé			Rouge	Bleu foncé
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	Bleu foncé		Bleu pâle		
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	Bleu foncé			Rouge	